

rait prospère, qu'il est en réalité prospère, parce que nous pouvons compter sur nos banques. Nos marchands réussissent à faire escompter leurs billets par les banques. Si, aujourd'hui ou dans un prochain avenir, nos marchands étaient appelés à faire face à leurs obligations vis-à-vis de leurs créanciers du dehors, ils ne pourraient réunir assez d'argent pour le faire, bien qu'ils possèdent un actif considérable. C'est sur un pareil état de choses que je voulais attirer l'attention. Je ne veux pas que nous nous vantions comme l'honorable chef de l'opposition a dit que nous avons raison de le faire; mais je veux que nous étudions avec soin la situation et que nous voyions, lorsque la loi des banques nous sera soumise, à ce que ce point ne soit pas oublié. Nous devons diminuer, jusqu'à un certain degré, les importations anormales que les gens font en ce temps de prospérité, et équilibrer, si la chose est possible, les revenus et les dépenses du pays. Il est étonnant de constater que, tandis que nous nous vantons de vivre dans le pays le plus prospère du monde commercial, nous sommes le seul peuple d'Amérique qui ait une telle balance du commerce contre lui. L'année dernière, et durant plusieurs autres années, les Etats-Unis ont eu en leur faveur une balance de commerce s'élevant à un demi-billion de dollars. Les pays de l'Amérique du Sud, le Venezuela, le Brésil et l'Argentine, tous les pays jeunes comme le nôtre, ont, comme tout jeune pays doit avoir, une balance en leur faveur. Je sais que des économistes prétendent que la balance du commerce contre un pays ne prouve pas que ce pays rétrograde. Sans doute que ce principe-là s'applique aux vieux pays comme l'Angleterre, la France et les Pays-Bas, qui reçoivent de grands revenus provenant de prêts faits à l'étranger. Mais il n'en est pas ainsi, et il ne devrait pas en être ainsi dans un jeune pays où tous les éléments de la prospérité se trouvent dans la matière première ou dans sa fabrication. Mais malheureusement nos industries manufacturières ne peuvent pas produire assez pour compenser la perte que nous fait subir la manie d'acheter plus que nous ne devrions acheter et que nous ne pouvons payer.

Un article du discours du Trône mentionne le programme du Gouvernement au

sujet des routes publiques et de l'agriculture. Lorsque les cultivateurs et les gens qui produisent notre matière première cessent d'être prospères, le pays cesse aussi d'être prospère. On a constaté dans les pays étrangers qu'on employait le mieux possible son argent en le dépensant pour la construction et l'entretien des routes publiques. En France on dépense, tous les ans, des centaines de millions sur les routes publiques et l'on calcule que l'on obtient un profit de 25 p. 100 des sommes engagées dans ces travaux-là. Nous avons subventionné des chemins de fer au montant de \$150,000,000, sans parler des subventions futures, sans compter les octrois de terres; nous avons subventionné les canaux et les navires au montant de près de cent millions de dollars. Mais qu'avons-nous fait pour l'agriculture? L'année dernière, nous avons voté la modique somme de moins d'un million pour ce qui fait la base de la prospérité de tous les pays, surtout celle du Canada. Je suis tenté de féliciter le Gouvernement de l'adoption de ce programme, car je suis certain qu'il remplira sa promesse.

Aucun gouvernement ne peut se tromper en aidant la classe agricole. Nous l'aidons considérablement par la construction de bons chemins. Le projet de la construction d'une route nationale d'Halifax à la côte du Pacifique est un beau projet dont la réalisation plus tard, peut-être dans un avenir peu éloigné, devra donner des résultats considérables. On doit louer on ne peut plus le projet d'aider à fonder des écoles destinées à l'éducation des cultivateurs. La seule station agronomique qui existe au Canada a été établie par notre regretté collègue sir John Carling, et je reconnais à M. Fisher le mérite de s'être chargé de la gestion de cette institution agricole et de l'avoir améliorée. Mais cela ne suffit pas. Il devrait y avoir dans chaque province du Dominion des fermes modèles avec un nombre suffisant d'instituteurs; et nous devrions suivre les méthodes qui ont fait du Danemark le pays riche que l'on sait. Ni ce gouvernement ni un autre ne peuvent employer trop d'argent pour l'encouragement de l'agriculture et l'instruction des cultivateurs.

Le paragraphe suivant du discours du Trône a attiré particulièrement mon atten-